

Et si l'économie nous parlait du bonheur ?

La mesure de l'activité économique d'un pays et de ses entreprises, synthétisée par son PIB (Produit Intérieur Brut), est devenue la principale boussole de notre bien-être. Celle qui guide les politiques publiques. Laure Malchair invite à créer d'autres indicateurs de richesses, et à y associer les citoyens. Interview.

Dans un récent ouvrage¹, vous expliquez de façon très accessible que la plupart des pays utilisent le PIB pour mesurer leur santé globale, ce qui est dangereux...

Le PIB avait été initialement construit et utilisé, à partir des années 1940, comme un élément de la comptabilité nationale et il reste, aujourd'hui encore, un indicateur robuste et pertinent pour de nombreuses analyses économiques, monétaires. Mais l'utiliser pour mesurer le bien-être, ou la bonne santé et le développement des pays, est un glissement fâcheux car c'est sous-entendre que grâce à la croissance économique on atteindra un niveau de satisfaction de vie plus élevé, ce qui est terriblement réducteur. Que ce soit pour un pays ou pour une entreprise, la productivité comme objectif unique est-elle une bonne chose ? Le PIB ignore les autres types de richesses produites (non marchandes) et les impacts négatifs d'une société humaine. On commence à prendre conscience des dégâts de la croissance illimitée sur le patrimoine naturel, des limites de la planète, mais on parle moins de son lien avec la dégradation des conditions de travail et l'épuisement des ressources humaines.

La question est donc « comment prendre en compte ce qui compte ? »

En fait, ce débat n'est pas neuf. On parle des limites du PIB et du besoin de le compléter par d'autres indicateurs depuis les années 70. De nombreux indicateurs ont été créés dans différents endroits du monde et à différents niveaux. On en a par exemple qui s'appliquent à un niveau global, comme l'empreinte écologique. Ou comme l'indicateur de développement humain (IDH) des Nations-Unies, qui agrège l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, et le niveau de vie. Le Bhoutan a, lui, développé le « Bonheur national brut », qui concerne tout son territoire et couvre des champs aussi divers que la vie sociale, la spiritualité, l'économie, etc. Des expériences locales, à forte participation citoyenne, sont aussi tentées dans de nombreux endroits du monde, y compris tout près de chez nous. Le gouvernement wallon a ainsi annoncé en mai 2013 sa décision de doter la région de cinq indicateurs complémentaires au PIB. Par un travail collectif, puisque l'un des objectifs a été clairement de donner la parole à des groupes de citoyens. Le travail est en cours, les premiers résultats sont attendus dans les prochains mois.

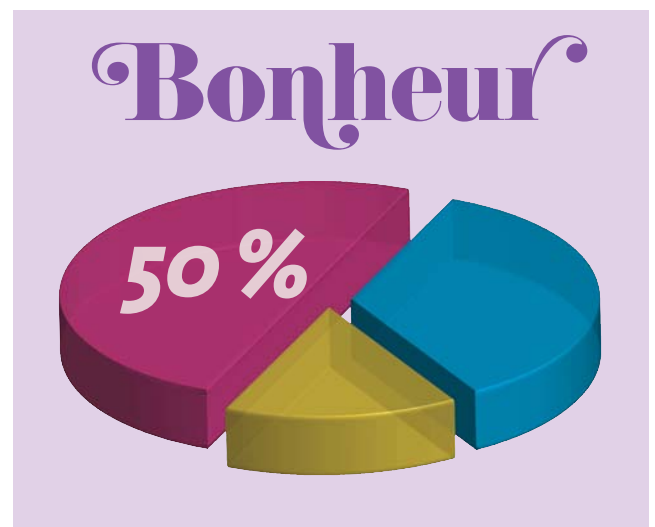
Vous invitez les citoyens et les acteurs éducatifs à participer à cette réflexion sur ces indicateurs alternatifs, leur mise en place et leur suivi. N'est-ce pas une affaire de spécialistes ?

L'impression de nombreuses personnes est qu'en effet les débats autour des enjeux actuels - qu'ils soient environnementaux, sociaux ou économiques - sont l'affaire d'experts. Or les citoyens ont un rôle à jouer dans le débat déterminant ce qui devrait servir d'orientation à la politique de leur pays ou région. Car il n'y est pas seulement question de calculs statistiques, mais de valeurs. Construire un indicateur alternatif

ou complémentaire au PIB, ce sera nécessairement véhiculer une certaine idée du bien-vivre. En amont des calculs statistiques et des « mises en nombre » se trouvent, toujours, des négociations et des choix véhiculant des valeurs et ayant des conséquences sur la façon dont nous percevons le monde. A côté des spécialistes, il importe donc particulièrement que les citoyens - de toutes les catégories sociales - puissent s'approprier ces questions. Même à l'école, en économie, dans les cours philosophiques, ou comme dissertation... Il y a un véritable enjeu démocratique ici.

Mais il n'est pas non plus question d'évincer les experts ! Ils sont indispensables à différents moments du processus. Il est important qu'à l'articulation des acteurs (experts-politiques-citoyens) corresponde une articulation d'indicateurs de portées différentes (échelle globale à locale). De cette façon, des problématiques très diverses pourront être prises en compte. Il en va de l'intérêt de tous, y compris du monde de l'entreprise, que les politiques publiques s'appuient sur des indicateurs complets pour créer des leviers permettant l'évolution la plus harmonieuse possible de nos sociétés. Cela inviterait notamment à soutenir les entreprises qui créent d'autres types de richesses qu'uniquement économiques.

Propos recueillis par Christophe Dubois



¹ *Et si l'économie nous parlait du bonheur ? Des indicateurs de prospérité citoyens*, Laure Malchair, Ed. Couleurs Livre, 106 p., 2013. 12€

